

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Crabtree

Code géographique : 61013

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierre Rondeau, atteste la véracité du rapport financier

de Crabtree pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-29 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Crabtree, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Crabtree au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Crabtree inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Boisvert & Chartrand, s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés

par Guy Chartrand, CPA auditeur, CA

Joliette, le

DATE 2015-04-29

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 094 059	4 101 877			4 101 877	4 046 711
Compensations tenant lieu de taxes	2	29 000	28 692			28 692	27 508
Quotes-parts	3						
Transferts	4	111 844	61 724			61 724	283 010
Services rendus	5	719 341	617 950			617 950	600 823
Imposition de droits	6	100 500	110 674			110 674	152 966
Amendes et pénalités	7	19 000	34 775			34 775	27 712
Intérêts	8	54 090	31 395			31 395	33 906
Autres revenus	9	19 200	256 792			256 792	427 322
	10	5 147 034	5 243 879			5 243 879	5 599 958
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		508 944			508 944	
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		38 710			38 710	58 473
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		547 654			547 654	58 473
	18	5 147 034	5 791 533			5 791 533	5 658 431
Charges							
Administration générale	19	602 960	642 384	12 370		654 754	683 402
Sécurité publique	20	570 333	574 081	2 870		576 951	561 023
Transport	21	802 298	773 762	223 272		997 034	1 007 005
Hygiène du milieu	22	813 616	812 844	645 137		1 457 981	1 452 464
Santé et bien-être	23	17 305	6 529			6 529	5 382
Aménagement, urbanisme et développement	24	90 659	96 481	34 116		130 597	953 091
Loisirs et culture	25	995 281	1 008 686	127 772		1 136 458	1 117 064
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	384 341	405 461			405 461	417 895
Amortissement des immobilisations	28	990 600	1 045 537	(1 045 537)			
	29	5 267 393	5 365 765			5 365 765	6 197 326
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(120 359)	425 768			425 768	(538 895)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(120 359)	425 768	(538 895)
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	547 654 ) (	58 473)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(120 359)	(121 886)	(597 368)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	990 600	1 045 537	1 021 985
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	990 600	1 045 537	1 021 985
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			838 807
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			838 807
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	771 970 ) (	647 559 ) (	570 556)
	18	(771 970)	(647 559)	(570 556)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	344 960 ) (	379 602 ) (	793 415)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			25 790
Excédent de fonctionnement affecté	21	234 689	224 470	195 717
Réserves financières et fonds réservés	22	12 000	(54 869)	54 209
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(98 271)	(210 001)	(517 699)
	26	120 359	187 977	772 537
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		66 091	175 169

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		547 654	58 473
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	)	( 6 308)
Sécurité publique	3 ())	()
Transport	4 (	)	1 899 877)	(1 230 720)
Hygiène du milieu	5 (	)	6 487)	(1 139 295)
Santé et bien-être	6 ())	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	3 554)	(121 542)
Loisirs et culture	8 (	)	376 037)	(232 307)
Réseau d'électricité	9 ())	()
	10 (	)	2 285 955)	(2 730 172)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	)	( 54 599)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ())	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			2 137 102
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	344 960	379 602	793 415
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		31 500	
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		(323 140)	297 181
	18	344 960	87 962	1 090 596
	19	344 960	(2 197 993)	442 927
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	344 960	(1 650 339)	501 400

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	1 031 347	1 074 522	1 001 249
Charges sociales	2	236 601	249 905	270 753
Biens et services	3	2 113 561	1 921 222	2 821 599
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	368 151	389 263	398 155
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	16 190	16 198	19 740
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	510 943	492 672	497 213
Autres	10		149 430	145 077
Autres organismes	11		26 660	21 616
Amortissement des immobilisations	12	990 600	1 045 537	1 021 985
Autres				
- Créances douteuses	13		356	(61)
-	14			
-	15			
	16	5 267 393	5 365 765	6 197 326

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	4 094 059	4 101 877	4 046 711
Compensations tenant lieu de taxes	2	29 000	28 692	27 508
Quotes-parts	3			
Transferts	4	111 844	570 668	283 010
Services rendus	5	719 341	617 950	600 823
Imposition de droits	6	100 500	110 674	152 966
Amendes et pénalités	7	19 000	34 775	27 712
Intérêts	8	54 090	31 395	33 906
Autres revenus	9	19 200	295 502	485 795
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	5 147 034	5 791 533	5 658 431
Charges				
Administration générale	12	614 960	654 754	683 402
Sécurité publique	13	572 933	576 951	561 023
Transport	14	999 298	997 034	1 007 005
Hygiène du milieu	15	1 453 616	1 457 981	1 452 464
Santé et bien-être	16	17 305	6 529	5 382
Aménagement, urbanisme et développement	17	114 659	130 597	953 091
Loisirs et culture	18	1 110 281	1 136 458	1 117 064
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	384 341	405 461	417 895
	21	5 267 393	5 365 765	6 197 326
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(120 359)	425 768	(538 895)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		18 801 966	19 340 861
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		448	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		18 802 414	19 340 861
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		19 228 182	18 801 966

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(120 359)	425 768	(538 895)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	2 285 955 ) (	2 730 172)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	990 600	1 045 537	1 021 985
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	990 600	(1 240 418)	(1 708 187)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			784 208
Variation des stocks de fournitures	9		(12 616)	(5 210)
Variation des autres actifs non financiers	10		2 117	(1 026)
	11		(10 499)	777 972
	12	870 241	(825 149)	(1 469 110)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	870 241	(825 149)	(1 469 110)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(10 174 699)	(8 705 589)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		448	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(10 174 251)	(8 705 589)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(10 999 400)	(10 174 699)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 242 145	1 896 508
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3 2 174 948	1 886 895
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 2 417 093	3 783 403
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11 130 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 623 096	525 953
Revenus reportés (note 12)	13 151 949	173 981
Dette à long terme (note 13)	14 12 492 573	13 240 212
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15 18 875	17 956
	16 13 416 493	13 958 102
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (10 999 400)	(10 174 699)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 30 027 693	28 787 275
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 121 726	121 726
Stocks de fournitures	20 59 347	46 731
Autres actifs non financiers (note 17)	21 18 816	20 933
	22 30 227 582	28 976 665
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 19 228 182	18 801 966

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	425 768	(538 895)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 045 537	1 021 985
Autres			
- Reclassement de l'INIAA	3	448	
-	4		
	5	1 471 753	483 090
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(288 053)	280 266
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	97 143	95 813
Revenus reportés	9	(22 032)	(27 675)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	919	544
Propriétés destinées à la revente	11		784 208
Stocks de fournitures	12	(12 616)	(5 210)
Autres actifs non financiers	13	2 117	(1 026)
	14	1 249 231	1 610 010
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 285 955)	(2 730 172)
Produit de cession	16		
	17	(2 285 955)	(2 730 172)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		2 137 102
Remboursement de la dette à long terme	24	(778 000)	(762 632)
Variation nette des emprunts temporaires	25	130 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	30 361	(18 278)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(617 639)	1 356 192
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 654 363)	236 030
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	1 896 508	1 660 478
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	32	242 145	1 896 508

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est une personne morale de droit public constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Quotes-parts versées à la M.R.C.

La Municipalité est membre de la Municipalité Régionale de Comté de Joliette.

B) Comptabilité d'exercice

Revenus

Les revenus des projets et autres revenus sont constatées lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les revenus de placement sont constitués des intérêts sur trésorerie, des intérêts sur placements et prêts et des gains et pertes réalisés sur la vente des placements. Les produits sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Passifs

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un premier temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de leur valeur de remplacement, selon le moins élevé des deux. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur nette de réalisation correspond au coût de remplacement.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au coût d'acquisition ou, dans le cas de dons ou contributions, à leur juste valeur marchande au moment où ils sont reçus, et amorties sur leur durée prévue d'utilisation selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Usines et bassins d'épuration, conduites d'aqueduc et d'égout, purification et traitement de l'eau, chemins et trottoirs, bâtiments - 40 ans

Système d'éclairage des rues, stationnements, aménagement de parcs publics, véhicules lourds - 20 ans

Véhicules - 3 à 10 ans

Ameublement, équipement de bureau, machinerie, outillage et équipement - 5 à 10 ans

Matériel informatique - 5 ans

Amélioration locative - 10 ans

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Dépenses reportées

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	159 914	135 133
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 366 003	1 039 859
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	148 358	221 144
Organismes municipaux	8	49 000	73 500
Autres			
- Divers	9	451 673	417 259
-	10		
	11	2 174 948	1 886 895
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	668 143	747 803
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	283 464	333 796
	15	951 607	1 081 599
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (18 875)	(17 956)
	27 (18 875)	(17 956)
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29 919	544
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 46 281	46 468
Régimes de retraite des élus municipaux	32 3 552	4 303
	33 50 752	51 315
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
La municipalité dispose d'une marge de crédit de 500 000 \$ au taux préférentiel plus 0,5 %, renouvelable annuellement.		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 196 138	128 366
Salaires et avantages sociaux	38 124 876	110 215
Dépôts et retenues de garantie	39 62 203	86 393
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus sur dette LT	42 87 670	93 178
- Frais courus	43 152 209	107 801
-	44	
-	45	
-	46	
	47 623 096	525 953
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	
Autres		
- Divers	50 151 949	173 981
-	51	
	52 151 949	173 981
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	5,80	2015	2033	53	12 261 652	12 989 152
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	284 065	334 565
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	12 545 717	13 323 717
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(53 144)	(83 505)
					63	12 492 573	13 240 212

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2015	64	72	2 981 500	80	89	97	2 981 500
2016	65	73	1 735 800	81	90	98	1 735 800
2017	66	74	4 397 300	82	91	99	4 397 300
2018	67	75	2 910 152	83	92	100	2 910 152
2019	68	76	236 900	84	93	101	236 900
2020 et +	69	77		85	94	102	284 065
	70	78	12 261 652	86	95	103	12 545 717
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	12 261 652	88	96	105	12 545 717

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(10 047 793)	(9 093 100)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108	(951 607)	(1 081 599)
	109	(10 999 400)	(10 174 699)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	6 510 908	138		165		192	6 510 908
Eaux usées	111	14 866 237	139		166		193	14 866 237
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	7 600 343	140	592 538	167		194	8 192 881
Autres	113	5 102 185	141	39 647	168		195	5 141 832
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	3 350 239	143	298 946	170		197	3 649 185
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	223 976	145		172		199	223 976
Ameublement et équipement de bureau	118	41 750	146		173	7 535	200	34 215
Machinerie, outillage et équipement divers	119	425 113	147	16 573	174		201	441 686
Terrains	120	582 202	148		175		202	582 202
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>38 702 953</u>	150	<u>947 704</u>	177	<u>7 535</u>	204	<u>39 643 122</u>
Immobilisations en cours	123	<u>2 002 266</u>	151	<u>1 338 251</u>	178		205	<u>3 340 517</u>
	124	<u>40 705 219</u>	152	<u>2 285 955</u>	179	<u>7 535</u>	206	<u>42 983 639</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	2 264 463	153	164 513	180		207	2 428 976
Eaux usées	126	4 794 483	154	472 298	181		208	5 266 781
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 461 704	155	199 310	182		209	1 661 014
Autres	128	1 413 545	156	60 896	183		210	1 474 441
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 633 756	158	91 230	185		212	1 724 986
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	144 199	160	12 182	187		214	156 381
Ameublement et équipement de bureau	133	16 037	161	4 703	188	7 535	215	13 205
Machinerie, outillage et équipement divers	134	189 757	162	40 405	189		216	230 162
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>11 917 944</u>	164	<u>1 045 537</u>	191	<u>7 535</u>	218	<u>12 955 946</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>28 787 275</u>					219	<u>30 027 693</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	121 726	121 726
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232		
	233	121 726	121 726
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	121 726	121 726

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	18 816	20 933
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	18 816	20 933

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité a engagé, à même ses budgets d'opérations subséquents, les montants suivants avec trois entrepreneurs:

Pour le déneigement, le transport et l'opération du dépôt de neige usées:

Contrats se terminant en 2015, pour un montant total de 110 393 \$ plus les taxes

Pour les contrats de location de matériel:

2015 à 2017 2 254 \$ plus les taxes par année

Pour le service d'incendie:

Envers une autre municipalité, jusqu'en 2016 inclusivement, 121 500 \$ annuellement (indexé de 3 % annuellement)

Organismes affiliés

La municipalité s'est engagée à assumer une partie des dépenses des organismes suivants:

M.R.C. de Joliette: Quote-part annuelle

C.I.T. Joliette-Métropolitain: Quote-part annuelle

Transport adapté du Joliette-Métropolitain: Quote-part annuelle

PARTICIPATION AU DEFICIT ANNUEL DE L'OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

La municipalité de Crabtree s'est engagée envers l'Office municipal d'habitation de Crabtree à contribuer financièrement d'année en année à 10 % de son déficit d'exploitation.

GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

En 1999, la municipalité a effectué la délégation complète de compétence pour la gestion des matières résiduelles en faveur de la Municipalité régionale de comté de Joliette (M.R.C.). En vertu des responsabilités qui lui ont été cédées, la M.R.C. a accordé un contrat à un entrepreneur pour l'année 2015. La part de la Municipalité pouvant fluctuer selon le nombre d'unités, s'établit approximativement à 262 615\$ plus taxes pour l'année 2015.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2014	2013
Encaisse	240	242 145	1 896 508
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242		
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	253	242 145	1 896 508

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 921 268	886 230
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 705 090	551 550
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	() ()
Financement des investissements en cours	4 (953 036)	697 303
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 18 554 860	16 666 883
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 19 228 182	18 801 966
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Exercice subséquent	8	234 689
- Parc Érablière	9 15 867	5 647
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 15 867	240 336
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
- Aréna	22 63 477	12 100
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 63 477	12 100
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29 5 031	5 032
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 13 979	10 485
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 606 736	283 597
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 625 746	299 114
	39 705 090	551 550

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 () ()	()
	56 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	697 303
Investissements à financer	58 (953 036) ()	()
	59 (953 036)	697 303
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 30 027 693	28 787 275
Propriétés destinées à la revente	61 121 726	121 726
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 30 149 419	28 909 001
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 12 492 573	13 240 212
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 53 144	83 505
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (951 158) ()	(1 081 599)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	()
	71 11 594 559	12 242 118
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 11 594 559	12 242 118
	74 18 554 860	16 666 883

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (17 956)	(17 412)
Charge de l'exercice	58 (919)	(544)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (18 875)	(17 956)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (18 875)	(17 956)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (18 875)	(17 956)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 919	544
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 919	544
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 919	544
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres	73	
-	74	
-	75	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	76 919	544
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	77	
Charge de l'exercice	919	544

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>46 281</u>	<u>46 468</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>1</u>	<u>1</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>633</u>	<u>1 044</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	3 552	4 303
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
	<u>3 552</u>	<u>4 303</u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	12 545 717
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	953 036
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	13 979
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	951 607
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	12 533 167
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	12 533 167
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	18 543
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	12 551 710
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	12 551 710
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 695 530	2 712 548	2 686 056
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	343 220		
Activités de fonctionnement	6	354 000	601 210	584 717
Activités d'investissement	7			
Autres	8	235 609		
	9	3 628 359	3 313 758	3 270 773
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	310 000	445 732	458 536
Égout	11	145 000		
Traitement des eaux usées	12	10 700		
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		16 821	
Service de la dette	18		325 566	317 402
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	465 700	788 119	775 938
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	465 700	788 119	775 938
	26	4 094 059	4 101 877	4 046 711

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	5 993	
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	23 007	27 508
	35	28 692	27 508
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	29 000	28 692
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	29 000	28 692
			27 508

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	12 129	11 879
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59	7 282	7 329
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60	18 000	
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	2 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	68	25 138	31 943
Traitement des eaux usées	69	3 494	
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77	13 681	15 262
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84	80 000	
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	3 250	
Réseau d'électricité	89		
	90	111 844	61 724
			66 413

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	243 504	
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116	122 140	
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	143 300	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	508 944	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		216 597
	138		216 597
TOTAL DES TRANSFERTS	139 111 844	570 668	283 010

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	2 500	27 103	40 097
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	5 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	108 491	21 547	9 988
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	603 350	569 300	550 738
Réseau d'électricité	194			
	195	719 341	617 950	600 823
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	719 341	617 950	600 823
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	17 500	5 142	4 708
Droits de mutation immobilière	198	80 000	94 662	136 768
Droits sur les carrières et sablières	199	3 000		
Autres	200		10 870	11 490
	201	100 500	110 674	152 966
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	19 000	34 775	27 712
INTÉRÊTS	203	54 090	31 395	33 906
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	4 100		30 739
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		193 490	158 618
Autres contributions	210			
Autres	211	15 100	102 012	296 438
	212	19 200	295 502	485 795

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	109 097	108 584		108 584	97 111
Application de la loi	2	900	1 990		1 990	379
Gestion financière et administrative	3	352 969	361 686	12 370	374 056	411 632
Greffe	4	2 745				
Évaluation	5	39 339	39 297		39 297	41 738
Gestion du personnel	6	97 910				
Autres	7		130 827		130 827	132 542
	8	602 960	642 384	12 370	654 754	683 402
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	374 203	371 866		371 866	372 309
Sécurité incendie	10	154 875	160 472	2 870	163 342	153 354
Sécurité civile	11	585	1 460		1 460	2 243
Autres	12	40 670	40 283		40 283	33 117
	13	570 333	574 081	2 870	576 951	561 023
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	499 843	489 449	223 272	712 721	716 997
Enlèvement de la neige	15	231 425	214 672		214 672	228 382
Éclairage des rues	16	29 720	25 786		25 786	29 222
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	41 310	43 855		43 855	32 404
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	802 298	773 762	223 272	997 034	1 007 005

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	253 560	228 406	67 723	296 129	302 645
Réseau de distribution de l'eau potable	24	37 314	41 467	104 286	145 753	148 418
Traitement des eaux usées	25	94 710	122 275	336 838	459 113	427 879
Réseaux d'égout	26	43 735	60 622	136 290	196 912	180 464
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	380 582	360 074		360 074	393 058
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	3 715				
Autres	39					
	40	813 616	812 844	645 137	1 457 981	1 452 464
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	17 305	6 529		6 529	5 382
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	17 305	6 529		6 529	5 382
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	69 029	75 841	34 116	109 957	92 520
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	20 640	17 047		17 047	17 838
Tourisme	49		3 593		3 593	3 926
Autres	50	990				
Autres	51					838 807
	52	90 659	96 481	34 116	130 597	953 091

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	34 577	50 571	11 755	62 326	59 796
Patinoires intérieures et extérieures	54	383 095	383 194	55 690	438 884	456 166
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	141 649	131 791	57 085	188 876	175 867
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	332 347	362 823		362 823	340 074
	60	891 668	928 379	124 530	1 052 909	1 031 903
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	83 566	80 307	3 242	83 549	85 161
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	20 047				
	66	103 613	80 307	3 242	83 549	85 161
	67	995 281	1 008 686	127 772	1 136 458	1 117 064
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	384 341	375 099		375 099	382 944
Autres frais	70		30 362		30 362	34 951
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	384 341	405 461		405 461	417 895
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	990 600	1 045 537	(1 045 537)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité de Crabtree (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Boisvert & Chartrand, s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés

par Guy Chartrand, CPA auditeur, CA

Joliette, le

DATE 2015-04-29

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	4 101 877
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	4 101 877

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	4 101 877
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>4 101 877</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		516 399	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		16 821	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>533 220</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>3 568 657</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>296 746 500</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>301 145 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>298 945 950</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>3 568 657</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>298 945 950</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="7"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		533 234
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		595 270
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 607 248	1 230 720
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	363 188	274 202
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	298 946	
Édifices communautaires et récréatifs	14		23 106
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18		9 650
Machinerie, outillage et équipement divers	19	16 573	46 754
Terrains	20		17 236
Autres	21		
	22	2 285 955	2 730 172

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		533 234
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		595 270
Autres infrastructures	27	736 316	1 504 922
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32	1 234 120	
Autres immobilisations	33	315 519	96 746
	34	2 285 955	2 730 172

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	12 989 152		727 500	12 261 652
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	334 565		50 500	284 065
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	13 323 717		778 000	12 545 717
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	10 485	3 494		13 979
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 572 316		429 876	3 142 440
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	8 659 317		221 626	8 437 691
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	12 242 118	3 494	651 502	11 594 110
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	747 803		79 660	668 143
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	333 796		50 332	283 464
	19	1 081 599		129 992	951 607
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	1 081 599		129 992	951 607
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	1 081 599		129 992	951 607
	26	13 323 717	3 494	781 494	12 545 717
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	13 323 717	3 494	781 494	12 545 717

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	5 409		
Évaluation	2	38 989	38 989	41 344
Autres	3	20 433	23 900	25 749
Sécurité publique				
Police	4	972	1 524	1 028
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	41 310	43 050	32 404
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	708	708	
Matières résiduelles	12	375 582	353 983	365 326
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			785
Santé et bien-être				
Logement social	16	805	805	892
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	4 052	3 437	5 190
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	20 640	24 233	21 764
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 043	2 043	2 731
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	510 943	492 672	497 213

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	4,00	35,00	255 595	60 292	315 887
Professionnels	2					
Cols blancs	3	23,00	35,00	246 688	62 704	309 392
Cols bleus	4	32,00	40,00	496 512	118 174	614 686
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	59,00		998 795	241 170	1 239 965
Élus	9	7,00		75 727	8 735	84 462
	10	66,00		1 074 522	249 905	1 324 427

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	25 138			25 138
Traitement des eaux usées	14	3 494			3 494
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	33 092	508 944		542 036
	17	61 724	508 944		570 668

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	1 990	27		53	1 990	79		105	1 990	131
Évaluation	2	39 297	28		54	39 297	80		106	39 297	132
Autres	3	601 097	29	12 370	55	613 467	81	27 103	107	586 364	133
	4	642 384	30	12 370	56	654 754	82	27 103	108	627 651	134
Sécurité publique											
Police	5	371 866	31		57	371 866	83		109	371 866	135
Sécurité incendie	6	160 472	32	2 870	58	163 342	84		110	163 342	136 11 889
Sécurité civile	7	1 460	33		59	1 460	85		111	1 460	137
Autres	8	40 283	34		60	40 283	86		112	40 283	138
	9	574 081	35	2 870	61	576 951	87		113	576 951	139 11 889
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	489 449	36	223 272	62	712 721	88		114	712 721	140 137 401
Enlèvement de la neige	11	214 672	37		63	214 672	89		115	214 672	141
Autres	12	25 786	38		64	25 786	90		116	25 786	142
Transport collectif	13	43 855	39		65	43 855	91		117	43 855	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	773 762	41	223 272	67	997 034	93		119	997 034	145 137 401
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	228 406	42	67 723	68	296 129	94		120	296 129	146 7 684
Traitement des eaux usées	17	41 467	43	104 286	69	145 753	95	21 547	121	124 206	147 127 998
Réseaux d'égout	18	122 275	44	336 838	70	459 113	96		122	459 113	148 16 198
Autres	19	60 622	45	136 290	71	196 912	97		123	196 912	149 91 429
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	360 074	46		72	360 074	98		124	360 074	150
Matières recyclables	21		47		73		99		125		151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	812 844	52	645 137	78	1 457 981	104	21 547	130	1 436 434	156 243 309

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	6 529	172		187	6 529	202		217	6 529	232	6 785
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	6 529	175		190	6 529	205		220	6 529	235	6 785
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	75 841	176	34 116	191	109 957	206		221	109 957	236	4 707
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	20 640	178		193	20 640	208		223	20 640	238	
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	96 481	180	34 116	195	130 597	210		225	130 597	240	4 707
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	928 379	181	124 530	196	1 052 909	211	569 300	226	483 609	241	1 370
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	80 307	182	3 242	197	83 549	212		227	83 549	242	
Autres	168		183		198		213		228		243	
	169	1 008 686	184	127 772	199	1 136 458	214	569 300	229	567 158	244	1 370
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	3 914 767	186	1 045 537	201	4 960 304	216	617 950	231	4 342 354	246	405 461

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 285 955	2 730 172
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 285 955	2 730 172

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	886 230	983 540
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	447	
Solde redressé au début de l'exercice	3	886 677	983 540
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	66 091	175 169
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(25 790)
Activités d'investissement	6	(31 500)	
Excédent de fonctionnement affecté	7		(246 689)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	34 591	(97 310)
Solde à la fin de l'exercice	12	921 268	886 230
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	240 336	189 364
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	1	
Solde redressé au début de l'exercice	15	240 337	189 364
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(224 470)	(195 717)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		246 689
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(224 470)	50 972
Solde à la fin de l'exercice	22	15 867	240 336
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	311 214	662 604
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	311 214	662 604
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	54 869	(54 209)
Activités d'investissement	27	323 140	(297 181)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	378 009	(351 390)
Solde à la fin de l'exercice	31	689 223	311 214

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48	
	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 697 303	195 903
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 697 303	195 903
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 (1 650 339)	501 400
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 (1 650 339)	501 400
Solde à la fin de l'exercice	60 (953 036)	697 303
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 16 666 883	17 309 450
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 16 666 883	17 309 450
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 1 887 977	(642 567)
Solde à la fin de l'exercice	67 18 554 860	16 666 883

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	283 597 9	10	11	323 139 12	13	14	606 736
	15	283 597 16	17	18	323 139 19	20	21	606 736

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 □ 4 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 4 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 5 □ 6 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 8 □ 7 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 7 □ 4 □ 0 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[2 | 1 | 5] , [0 | 0]	\$
Égout	2	[] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] []	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxes de voirie	,0700	1	
Assainissement des eaux	,0600	1	
Aqueduc et Égoût	,0100	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	89 584	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	200	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 111, 4e avenue
(no) (rue)
Crabtree J0K 1B0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 754-3434
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 754-2172
(ind. rég.) (numéro)

Courriel prondeau@municipalitecrabtree.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Pierre Rondeau

Téléphone (450) 754-3434
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 754-2172
(ind. rég.) (numéro)

Courriel prondeau@municipalitecrabtree.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Boisvert & Chartrand, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 837 Notre-Dame
(no) (rue)
Joliette, Qc J6E 3J7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 756-0534
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 756-0057
(ind. rég.) (numéro)

Courriel guychartrand@bcall.cc

Responsable du dossier Guy Chartrand, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Pierre Rondeau , atteste que le rapport financier de Crabtree pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Crabtree consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Crabtree détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 425 768 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,1937 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-30 14:42:33

Date de transmission au Ministère :